



"Agis, t'es du local !"

Le CIEP & le MOC en campagne sur Liège-Huy-Waremme



Elections communales 2018

Compte-rendu, conclusions & enjeux soulevés par le CIEP & le MOC suite à sa campagne

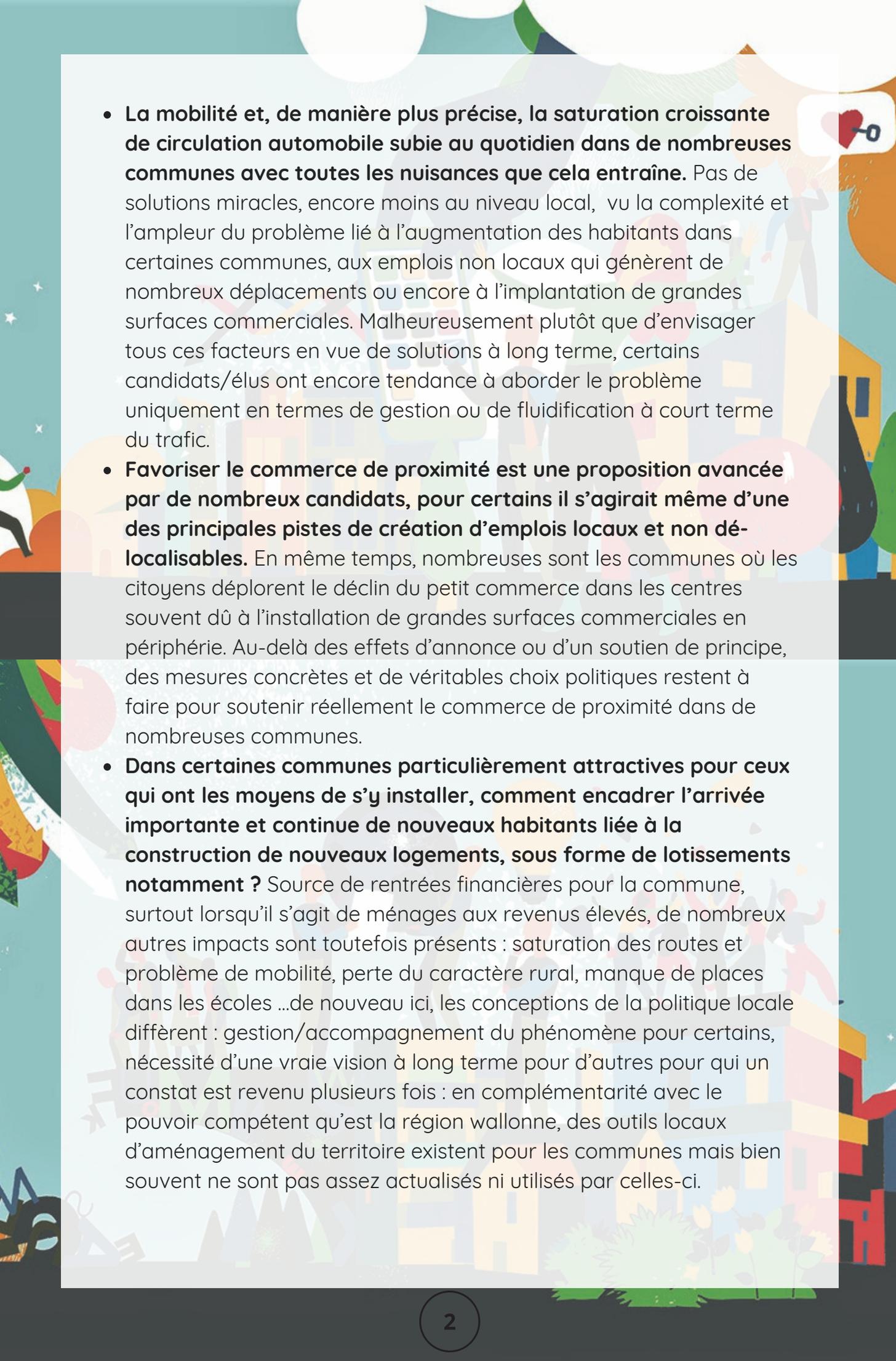
« Agis, t'es du local ! » - Le CIEP et le MOC en campagne sur Liège-Huy-Waremme

Le niveau communal étant censé être le plus proche des citoyens, chaque élection est l'occasion pour nous d'organiser des activités (séances d'information, débats, rencontres) permettant de rapprocher les citoyens de la politique locale : leur permettre de mieux comprendre, d'être plus critiques et de se faire entendre des élus et candidats locaux.

D'abord, des dizaines de séances d'échange et d'informations ont été réalisées un peu partout par le CIEP sur Liège-Huy-Waremme afin de mieux cerner les compétences du pouvoir communal, les enjeux de ces élections et les préoccupations locales concrètes des participants. Dans certains groupes, sur plusieurs mois tout un travail a été mis en place d'évaluation et de réflexion critique de la situation locale puis de rencontres individuelles avec des candidats sur base de questions précises partant de la réalité quotidienne des membres du groupe. C'était le cas notamment avec des bénévoles et de bénéficiaires de l'asbl Vivre Solidaire à Seraing qui propose notamment aide de première ligne et colis alimentaires.

En point d'orgue de ce travail d'action locale liée aux élections communales 2018, nous avons organisé 6 débats avec des candidats représentant la plupart des listes locales présentes aux élections à Ans, Soumagne, Esneux, Sprimont, Seraing et Aywaille. Ces débats s'articulaient autour de questions très précises liées aux préoccupations locales des principales organisations du MOC (CSC, Mutualité Chrétienne, Vie Féminine) et au travail réalisé en amont avec des groupes ainsi que les questions et interpellations des citoyens présents lors de ces soirées ouvertes à tous. Le succès de celles-ci qui ont rassemblé au final près de 600 personnes, est l'occasion de revenir sur une série d'éléments qu'il nous semble intéressant d'en dégager :

Quelques grands thèmes ont particulièrement suscité le débat et parfois permis de distinguer de vraies différences de fonds entre listes/partis et dégager des enjeux locaux importants :

- 
- **La mobilité et, de manière plus précise, la saturation croissante de circulation automobile subie au quotidien dans de nombreuses communes avec toutes les nuisances que cela entraîne.** Pas de solutions miracles, encore moins au niveau local, vu la complexité et l'ampleur du problème lié à l'augmentation des habitants dans certaines communes, aux emplois non locaux qui génèrent de nombreux déplacements ou encore à l'implantation de grandes surfaces commerciales. Malheureusement plutôt que d'envisager tous ces facteurs en vue de solutions à long terme, certains candidats/élus ont encore tendance à aborder le problème uniquement en termes de gestion ou de fluidification à court terme du trafic.
 - **Favoriser le commerce de proximité est une proposition avancée par de nombreux candidats, pour certains il s'agirait même d'une des principales pistes de création d'emplois locaux et non délocalisables.** En même temps, nombreuses sont les communes où les citoyens déplorent le déclin du petit commerce dans les centres souvent dû à l'installation de grandes surfaces commerciales en périphérie. Au-delà des effets d'annonce ou d'un soutien de principe, des mesures concrètes et de véritables choix politiques restent à faire pour soutenir réellement le commerce de proximité dans de nombreuses communes.
 - **Dans certaines communes particulièrement attractives pour ceux qui ont les moyens de s'y installer, comment encadrer l'arrivée importante et continue de nouveaux habitants liée à la construction de nouveaux logements, sous forme de lotissements notamment ?** Source de rentrées financières pour la commune, surtout lorsqu'il s'agit de ménages aux revenus élevés, de nombreux autres impacts sont toutefois présents : saturation des routes et problème de mobilité, perte du caractère rural, manque de places dans les écoles ...de nouveau ici, les conceptions de la politique locale diffèrent : gestion/accompagnement du phénomène pour certains, nécessité d'une vraie vision à long terme pour d'autres pour qui un constat est revenu plusieurs fois : en complémentarité avec le pouvoir compétent qu'est la région wallonne, des outils locaux d'aménagement du territoire existent pour les communes mais bien souvent ne sont pas assez actualisés ni utilisés par celles-ci.

- Élections communales obligent, **de nombreux dossiers locaux très concrets ont suscité le débat avec parfois des différences très marquées entre partis et entre majorité/opposition.** Parmi les plus caractéristiques : le projet de giratoire et la saturation automobile du centre d'Aywaille, le projet de centre commercial « Central Piazza » à Soumagne avec ses conséquences sur la mobilité et le commerce local, l'urbanisation croissante de Sprimont et d'Esneux et tous les impacts qui peuvent en découler, le montant de la « taxe poubelle » à Seraing, la circulation automobile trop importante à Ans...autant de dossiers importants à suivre dans les 6 ans à venir et pour lesquels il faut améliorer la consultation et la participation citoyenne.
- **Par contre, sur de nombreux sujets, difficile de ne pas dépasser le cadre communal, c'est le cas de l'emploi notamment, sujet à partir duquel s'est posé le débat sur la réforme des points APE** qui est en préparation du côté de la Région Wallonne. Dossier très important pour les communes, vu le nombre d'emplois dans leurs administrations qui y sont liés, et qui ne va donc pas sans susciter certaines inquiétudes. Plus largement, ce dossier rappelle à quel point nos communes, à côté de l'autonomie certaine que notre système politique leur accorde, restent en même temps subordonnées à des décisions prises « au-dessus » d'elles qui peuvent avoir des impacts énormes en particulier sur leurs finances et donc leur pouvoir d'action (renforcement du contrôle des chômeurs impulsé par le fédéral qui en provoquant des exclusions vient alourdir le budget des CPAS locaux, réformes de la police, « Tax Shift » fédéral avec pertes de rentrées fiscales pour les communes...). De là se pose la question des relais parfois peu clairs via les partis politiques entre responsables politiques communaux, régionaux et fédéraux avec des incohérences entre ce qui peut être proposé au niveau local et décidé aux niveaux de pouvoir supérieurs par les mêmes partis politiques.
- **Sur la réalité et les difficultés des « aidants proches », personnes qui accompagnent au quotidien un proche en perte d'autonomie** (parents vieillissants mais aussi enfants handicapés, conjoints atteints d'une maladie chronique, proches ou voisins qui connaissent des difficultés de santé...), il s'agit visiblement d'une problématique mal connue de la plupart des élus et candidats locaux. D'ailleurs celle-ci est souvent réduite au vieillissement de la population alors

qu'elle couvre une réalité plus large qui concerne plus de 10 % de la population. Les pistes de soutien proposées pour ces aidants proches se limitent souvent à mieux les informer de ce qui existe déjà (CPAS, taxi social, taxe poubelle réduite...). D'autres éléments ont tout de même été évoqués : la nécessité de logements mieux adaptés, l'importance de soulager l'aidant proche et de lui permettre de souffler, l'absence de statut officiellement reconnu mais aussi la crainte pour certains que ce type de « bénévolat » ne prenne la place d'emplois existants...

- **Sur la lutte contre les inégalités de genre, le sexisme et les violences faites aux femmes** : la plupart des élus/candidats estiment que de nombreuses améliorations sont souhaitables mais aussi déjà observables, pour tendre vers la parité au niveau communal comme par exemple la « tirette » (alternance obligatoire de candidats homme/femmes sur les listes électorales) qui commence à porter ses fruits...d'autres propositions également à partir d'une vision plus large de l'égalité hommes/femmes et du sexisme : mise sur pied de commissions consultatives de l'égalité, nouvelles structures d'accueil d'urgence, sensibilisation culturelle et scolaire, faciliter l'accès au logement pour les femmes seules avec enfants et accès à l'emploi via la création de nouvelles crèches...

De manière plus générale, nous avons eu à faire trop souvent à des élus/candidats engagés dans une véritable course au pouvoir et qui à force de « réalisme », de « pragmatisme » ou de volonté de défendre un bilan lorsqu'ils sont issus de la majorité, en arrivaient à tellement minimiser le pouvoir d'action des communes face aux autres niveaux de pouvoir ou au marché privé (en terme d'accès au logement et d'encadrement de l'urbanisme ou de mobilité notamment) que l'on pouvait être en droit de se demander l'intérêt du citoyen de voter pour eux... Nous ne soutenons évidemment pas une certaine forme de « populisme » qui consiste à promettre tout et n'importe quoi aux électeurs mais nous estimons tout de même que cette façon évoquée plus haut de considérer l'exercice du pouvoir communal en terme uniquement de « gestion » plutôt que de vision à long terme, rend celle-ci au final ni ambitieuse ni porteuse de véritables changements et de ce fait peut décourager les citoyens de s'intéresser à la politique locale, ce qui dans un contexte de méfiance croissante vis à vis du pouvoir politique (affaires Publifin, Samusocial, etc.) ne peut qu'aggraver la situation alors qu'au contraire, **nos rencontres et débats nous ont permis d'observer une demande parfois importante d'implication**

et de changements de la part de nombreux citoyens.



A ce propos, une des tendances importantes de ces élections 2018 nous semble être la présence de plus en plus importante de nouvelles listes électorales, soit portées par des citoyens sans lien avec des partis déjà existants et uniquement portées par des motivations locales, soit des

listes portées par des membres de partis traditionnels mais ouvertes plus largement à des citoyens non liés à ceux-ci. Plus que jamais, cette situation alimente le constat qu'un nombre grandissant de citoyens ne semblent peut être plus se reconnaître dans les partis traditionnels mais cela nous semble également témoigner d'un regain d'intérêt pour l'action collective et l'implication politique locale pour peu que cela concerne concrètement des enjeux très précis parfois à l'échelle de villages ou de quartiers.

Sur ce dernier point, **nos débats nous ont confirmé que de nombreux candidats/listes et leurs programmes proposent de mettre en place davantage de dispositifs de participation citoyenne dans les communes** (référendums sur des grands projets, budgets participatifs, nouvelles commissions consultatives...). Ajoutons que quand ces dispositifs existent déjà (conseils consultatifs d'aménagement du territoire ou des aînés notamment), il est également important de faire en sorte qu'ils soient vraiment consultés et pris en compte. Cela rejoint la manière dont nous concevons la politique locale et nous serons attentifs dans les 6 ans à venir à ce qu'il ne s'agisse pas de simples promesses électorales.

Damien Grégoire - Secrétaire fédéral; Wilfried Schleck - Directeur; Nicolas Laermans - Coordinateur